

Taxe d'accise—Loi

miques du Canada. C'est le remède que l'on propose d'apporter aux maux des provinces atlantiques depuis 1957.

Depuis, la situation n'a guère changé. Le gouvernement donne aux gens de ces provinces un ticket simple pour l'Ontario. Il leur propose de tout abandonner, de déménager et d'aller ailleurs. Le plus triste est que maintenant, ils se déplacent dans l'autre sens, ils reviennent de Toronto, de St. Catharines, d'Hamilton, de Welland et de toutes les régions de l'Ontario, parce qu'ils ont été licenciés et qu'ils ne savent où trouver un emploi.

Qu'est-ce que le ministre des Finances et le gouvernement ont l'intention de faire pour aider ces travailleurs et leurs familles? Qu'est-ce que le budget et le bill C-66 leur réservent? D'autres difficultés. Pour montrer tous les embarras qu'entraîne cette situation, je signale que Tom Kent, président de la Société de développement du Cap-Breton, n'a pas réussi à aider l'usine de la Canadian Motor Industries à se maintenir au Cap-Breton. Cette entreprise a décidé de fermer ses portes plutôt que de collaborer avec la Société de développement. Je suis certain que le budget et l'attitude du gouvernement envers le monde des affaires l'ont incitée davantage à fermer ses portes que toute offre de la Société de développement.

Ce qui est vraiment inquiétant, et la situation s'aggrave de jour en jour, c'est le nombre de licenciements à l'aciérie de Sydney. Depuis le mois de mars, 500 employés ont été licenciés. Ernie Alderton, président de la SYSCO, a annoncé il y a quelques jours que l'on en licencierait encore 300. Cela veut dire qu'environ 800 employés auront été mis à la porte. Ce chiffre représente près du quart de l'ensemble du personnel de l'usine, qui compte de 3,200 à 3,600 employés lorsqu'elle fonctionne à plein rendement. Qu'est-ce que le ministre ou le gouvernement ont l'intention de faire pour aider ces travailleurs et les personnes à leur charge? Il est bien évident que le ministre et le gouvernement ne feront qu'ajouter à leurs problèmes en imposant une taxe supplémentaire de 10c. sur l'essence.

Malheureusement, ces travailleurs ne peuvent obtenir d'autres emplois et rien ne garantit qu'il n'y aura pas d'autres licenciements plutôt qu'une reprise des affaires. J'aimerais que le ministre des Finances nous montre comment toute proposition contenue dans le budget ou la résolution pourra aider ceux qui ont été licenciés ou comment nous pouvons espérer de cette taxe autre chose que des effets défavorables tant sur ceux qui travaillent actuellement que sur ceux qui ont été licenciés et qui espèrent et prient afin de pouvoir reprendre leur travail. Le peuple et l'économie du Canada exigent une politique tendant à augmenter les emplois. Bien que nous préconisions une politique de double prix pour le pétrole et que nous sachions qu'il faut des fonds pour réduire le prix du pétrole que l'Est du Canada doit importer, nous ne pensons pas que ces fonds devraient être réunis au détriment des travailleurs, des pauvres et des personnes âgées, et c'est ce que la taxe fera.

Tous les Canadiens, peu importe où ils vivent, devraient assumer ce fardeau collectivement. Aucun groupe chez nous ne devrait être choisi pour porter le fardeau pour les autres. Si nous manquons d'énergie—et le gouvernement

[M. Muir.]

actuel manque certainement d'énergie, sauf pour causer des problèmes au travailleur—pourquoi alors ne nous dépêchons-nous pas plus pour utiliser l'énorme potentiel des gisements de charbon du Cap-Breton. Alors que nous cherchons un remplacement à la mine Prince à Sydney Mines, et maintenant que la mine Lingan à Glace Bay a été remise en activité, il n'y a aucune raison de ne pas aller de l'avant avec l'ouverture de deux nouvelles mines dans l'île du Cap-Breton. Nous avons besoin du charbon et nous avons besoin des emplois. Nous avons la main-d'œuvre—et une bonne main-d'œuvre—pour faire le travail. Il suffit que le gouvernement mette les choses en branle.

● (1520)

Alors que nous nous lamentons au sujet du coût de l'énergie produite à partir du pétrole, nous ne voulons pas faire les démarches voulues pour en arriver à d'autres solutions qui sont à la portée de la main et peuvent être mises en œuvre immédiatement. Et le nouveau complexe sidérurgique pour l'île du Cap-Breton dont nous avons tant entendu parler? Mon adversaire libéral au cours de la dernière campagne s'est promené d'un bout à l'autre de la circonscription et promettant qu'il allait venir, qu'il serait situé à Gabarus, à quelques milles de Sydney. En l'écoutant, on aurait pu croire qu'il y serait presque le lendemain. Quel changement! Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Jamieson) nous dit maintenant qu'il pourrait être situé à Baie-Comeau ou à Gros-Cacouna ou bien ailleurs. Il ne dit pas que ce sera sur la côte est. Cela signifie tout simplement que mon adversaire libéral a trompé les gens de Cape Breton-The Sydneys. Nous sommes là un an après, et ce n'est qu'une autre promesse non tenue du gouvernement libéral. Ce complexe profiterait beaucoup à l'économie de l'île, c'est indubitable, mais le gouvernement libéral n'agit pas.

Il y a un peu plus d'un an, je me rappelle avoir été accusé de m'opposer au projet d'une usine sidérurgique au Cap Breton parce que j'avais dit que l'étude ne devrait tenir compte que de l'endroit où l'on fabrique de l'acier depuis le début du siècle. Au contraire, on voulait étudier toute la côte Est avant de décider où l'usine serait située, et à mesure que le temps passe il me semble qu'on s'écarte de plus en plus de l'endroit où elle devrait être située et où elle s'impose le plus. Plus nous attendons pour fixer notre choix, plus la construction sera coûteuse à cause de l'inflation que le ministre des Finances a attisée dans son dernier budget. Malheureusement, il est abandonné de ses collègues du cabinet qui ne veulent pas le défendre, pas plus que ses politiques. C'est très regrettable parce que, comme je l'ai dit au début, c'est un gentil garçon et ils devraient au moins faire semblant de le soutenir.

M. Stanfield: Il est difficile de soutenir l'insoutenable.

M. Muir: Sans compter qu'il est bon joueur de tennis, un homme du monde, un bon ami. Il est regrettable qu'il ait dû présenter un tel budget dont il n'est pas l'auteur, à mon avis; je pense qu'il a été obligé de le faire par une puissance supérieure, et pas une puissance céleste.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Wally Baker a dit que Dieu était de votre côté.